

Comité Syndical du 5 octobre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le cinq octobre à dix-neuf heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle de la Mairie du Lyaud sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

BASTARD Catherine, BAUD Jean-Baptiste, BERTHIER Marie-Pierre, CHESSEL Pascal, COLOMER Gérard, DEAGE Joseph, DENNE Jean-Claude, DETURCHE Sandrine, GENOUD Pascal, GIRARD Marie-Pierre, KUNG Jean-François, LACHAT Hervé, LANG Isabelle, MARTINERIE Catherine, MARULLAZ Aube, MEDORI ange, MORIAUD Pascale, MUTILLOD Christophe, PFLIEGER Géraldine, TERRIER Jean-Claude, THOMAS Gil, TROMBERT Fabien, VENNER Laeticia, WALKER James.

Délégués suppléants présents / votants :

Emmanuel REY, Philippe VINET, Dominique GIRAUD, Catherine PERRIN.

Absents excusés :

COTTET Sophie donne suppléance à M. REY,
MORAND Jean-Claude donne suppléance à M. VINNET,
PODEVIN Christian donne suppléance à Mme GIRAUD,
SONGEON Christophe donne suppléance à Mme PERRIN,
BONDAZ Patrick donne pouvoir à M. THOMAS,
ASNI-DUCHENE donne pouvoir à Mme DETURCHE,
MATHIAN Noel donne pouvoir à M. CHESSEL,
LEI Josiane donne pouvoir à M. COLOMER,
MAXIT Monique donne pouvoir à M. LACHAT,
CHUINARD Claire donne pouvoir à Mme BERTHIER.

Secrétaire de séance : Pascal GENOUD

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 24

Nombres de délégués suppléants présents : 4

Nombre de pouvoirs : 6

Nombres de votants : 34

Convocation : 28 septembre 2023

Point n°4 – Désignation des représentants du SIAC au Comité de Pilotage de l'InterSCoT

Mme la Présidente rappelle que des discussions ont été engagées pour une démarche InterSCoT comprenant

- le SCoT du Pays Rochois,
- le SCoT Cœur de Faucigny,
- le futur SCoT du Genevois français porté par la Pôle Métropolitain (dont le périmètre envisagé comprend à ce jour : Pays de Gex, Pays Bellegardien, Genevois, Annemasse-Agglo, Usses et Rhône),
- le SCoT du Chablais, compétence statutaire du SIAC.

L'InterSCoT vise à faire converger les politiques publiques des territoires et à les mettre en cohérence. C'est un espace de dialogue et de travail, politique et technique, partagé entre les territoires.

Les fondements du projet sont :

1. Mieux appréhender les impacts de l'attractivité sur notre bassin de vie : métropolisation, effet-frontière, et impacts sur le cadre de vie,
2. Le fil rouge : la transition écologique,
3. Un constat sur l'état et les limites de la planification actuelle

Par délibération du 22 juin 2023, le pôle métropolitain du Genevois Français a sollicité, pour le compte du futur SCoT du Genevois Français, les 3 autres SCoTs limitrophes en vue de la constitution du Comité de Pilotage qui travaillera à bâtir une vision stratégique de l'InterSCoT projeté.

Cette délibération précise qu'il est proposé de nommer, pour chaque SCoT, 6 représentants élus par chaque structure compétente.

Après concertation de ses EPCI membres, le SIAC a proposé au Pôle Métropolitain de désigner 7 membres pour une représentation plus équilibrée du territoire. Cette proposition ne semble pas à ce jour soulever d'objection.

Mme la Présidente précise que les EPCI membres du SIAC ont été concertés préalablement à la constitution de la représentation du SIAC au sein de ce comité de pilotage.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **NOMME** M. Joseph DEAGE, M. François DEVILLE, M. Hervé LACHAT, M. Claude MANILLIER, Mme Géraldine PFLIEGER, M. Christophe SONGEON, Mme Yannick TRABICHET, en qualité de représentants du SCoT du Chablais au comité de pilotage de l'InterSCoT.

Il est précisé que le SIAC veillera particulièrement à la prise en compte des problématiques de la montagne.

Le secrétaire de séance,



Pascal GENOUD



La Présidente,



Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2023 et affichage le / /2023

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.